



Mouvement de revendications de mars 2017

ACCUEIL DE LA MINISTRE DES OUTRE-MER, ERICKA BAREIGTS, ET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR, MATTHIAS FEKL

Rodolphe Alexandre, Président de la CTG / Hôtel préfectoral / vendredi 31 mars 2017

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
Madame la Ministre des Outre-mer,

La Guyane est actuellement en situation de grande souffrance.

L'insécurité ambiante, la qualité des soins défailante, l'économie balbutiante et les perspectives d'insertion par l'emploi largement insuffisantes ont fini par rendre difficilement supportable la vie d'une majorité de nos concitoyens.

Ceux-ci l'ont exprimé sans détour depuis plusieurs jours par l'installation de barrages aux quatre coins de la Guyane, et de manière spectaculaire, le mardi 28 mars, par l'organisation de deux marches qui se sont déroulées à Cayenne et à Saint-Laurent du Maroni et qui ont rassemblé entre 20 et 25.000 personnes, soit un dixième de la population guyanaise.

Je tiens à dire mon regret que le Gouvernement ait mis tant de temps à prendre la mesure du malaise socioéconomique que connaissait le territoire, au sujet duquel il avait pourtant été alerté à maintes reprises par l'ensemble des élus de Guyane.

Madame la Ministre, vous avez récemment déclaré à un organe de presse que j'avais été « trop gourmand » dans le cadre des négociations sur le pacte d'avenir, ce qui expliquait que le Gouvernement et la CTG n'ait pu arriver à un accord sur son contenu. Je crois au contraire - et vous en avez aujourd'hui la preuve - que c'est vous qui n'aviez pas compris la gravité de la situation que nous vivons ici ; et que les propositions que contenait ce document n'étaient en réalité que des mesures réalistes, voire, *a minima*, destinées à nous permettre de réenclencher une dynamique économique positive grâce notamment à la commande publique.

Il m'a été aussi reproché d'avoir introduit des demandes concernant la santé et la sécurité, au prétexte que s'agissant de compétences régaliennes, je ne serais pas habilité, selon vous, à formuler d'exigences en la matière.

Voyez le résultat aujourd'hui !

Madame Monsieur les Ministres, je ne reviendrai pas sur les très nombreuses revendications qui vous ont été transmises. Je sais que vous avez pu en prendre connaissance ; elles ont du reste été au cœur de vos échanges avec les représentants des différents collectifs qui se sont constitués dès les premières heures du mouvement.

Je voudrais simplement vous rappeler que nous, élus de Guyane, sommes les représentants du peuple, mandatés par lui pour défendre ses intérêts.

Pour avoir oublié cela ; pour ne pas avoir respecté notre rôle d'intermédiaires entre la population guyanaise et vous ; pour nous avoir pris pour des marchands de tapis, simplement désireux de vous soutirer le plus d'argent possible sans raison valable alors que nous ne faisons que vous alerter du mieux que nous pouvons sur la situation inextricable dans laquelle se trouvait la Guyane, vous avez précipité ce territoire dans un chaos indescriptible.

Il ne tient désormais qu'à vous de trouver les voies et moyens pour l'en extraire et le replacer sur la voie du redémarrage, en apportant enfin au peuple de Guyane, uni par la voix des collectifs et des élus, les réponses fortes qu'il attend comme autant de raisons de croire en de lendemains meilleurs.

Je vous remercie de votre attention.